

28 juillet 2018

Quand la prévention spécialisée perd la moitié de son budget...

Étude de cas dans une banlieue ouvrière

Par Jonathan Louli



✓ **Auteurs**

✓ **Dossiers associées**

La prévention spécialisée est une forme de travail social qui s'est constituée après la Seconde Guerre mondiale comme une alternative aux prises en charge institutionnelles d'adolescent.e.s et de jeunes présentant des risques ou des problématiques de marginalisation sociale^[1]. Elle consiste en l'implantation de petites équipes d'éducateur.rices de rue sur des territoires –

généralement urbains – où des indicateurs socioéconomiques témoignent de diverses difficultés minant la jeunesse : échec scolaire, petite délinquance, chômage, éloignement des institutions, errance, pauvreté... Rattachée à la politique de l'Aide Sociale à l'Enfance des départements, la prévention spécialisée est notamment soumise à différents principes légaux tels que le secret professionnel. Cela implique que les éducateur.rices interviennent sur des quartiers ou territoires géographiques délimités, considérés comme les « milieux naturels de vie »^[2] de populations susceptibles de les solliciter. En suivant un principe de libre adhésion des publics, donc sans s'imposer, ces travailleur.ses sociaux.ales doivent aller à la rencontre des populations, à travers le travail de rue notamment, et s'adapter aux rythmes, aux demandes des habitant.e.s, aux dynamiques locales. Cette démarche fonde l'originalité de la prévention spécialisée.

Depuis le début des années 2010 cependant, une multitude de villes et départements mettent en question la pérennité du secteur de la prévention spécialisée en diminuant drastiquement les financements. Ce mouvement s'est d'abord rendu visible à Troyes puis dans l'Essonne, la Seine-Maritime, le Loiret, le Maine-et-Loire, la Drôme, Lille... et se poursuit actuellement^[3]. Par ailleurs, de nombreux acteurs institutionnels ou politiques cherchent à réorienter l'action de la prévention spécialisée vers une pratique qui relèverait davantage de la médiation, de la lutte contre les incivilités, de la prévention de la délinquance. Ces injonctions politiques tendent à éliminer les dimensions socioéducatives et cliniques qui ont toujours constitué la prévention spécialisée comme une composante du travail social, de l'éducation spécialisée et de la protection de l'enfance^[4].

Menant des recherches sociologiques et anthropologiques sur le travail social et la prévention spécialisée depuis quelques années, d'abord dans un cadre universitaire puis de manière indépendante, j'ai rencontré des collectifs militants et syndicaux de travailleur.se.s sociaux.ales avec lequel.le.s je partageais une inquiétude sur l'avenir du secteur de la prévention spécialisée et, plus précisément, sur le devenir des territoires où ce travail social était remis en cause par la puissance publique.

Au printemps 2017, je suis donc allé enquêter en région, sur un territoire où la prévention spécialisée avait vu ses budgets divisés par deux dans la première moitié des années 2010. Par le biais des réseaux militants, j'ai été présenté à différent.e.s actrices et acteurs locaux, professionnel.le.s et habitant.e.s, avec lequel.le.s j'ai réalisé des entretiens semi-directifs sur les conséquences, à leurs yeux, de la diminution des budgets de la prévention spécialisée dans leurs quartiers. En évoquant ces conséquences, mes interlocuteur.rice.s m'ont parlé de leur ville et de son histoire, dont fait partie intégrante l'association de prévention spécialisée. L'attaque

faite à ce travail social est un analyseur d'un sentiment d'abandon, très sensible dans les discours des habitant.e.s de cette petite commune de banlieue. Cet article présente une étude de cas des conséquences des réductions budgétaires de la prévention spécialisée, aux yeux des acteurs locaux.

Après avoir présenté la commune où j'ai mené ma recherche ainsi que l'association qui y intervient, j'analyse l'évolution du travail de prévention spécialisée sur cette commune, telle qu'observée par mes interlocuteur.rice.s. Ce qui ressort avant tout, c'est que les espaces physiques et « l'ordre urbain »^[5] sont moins sujets de discussion lors des entretiens que l'espace symbolique où se déploient les liens socioéducatifs prenant appui sur eux, c'est-à-dire « l'ordre des choses » et le sens du travail de prévention spécialisée. Ces dimensions contiennent en elles-mêmes une ouverture vers un autre espace qui est toujours très proche : l'espace politique.

La prévention spécialisée en banlieue ouvrière : Saint-Lecante et l'A.F.J.S.L

Mon principal terrain de recherche se situe en banlieue de la vieille ville industrielle de Vivesaigues^[6], sur la commune de Saint-Lecante, où intervient l'Association du Foyer des Jeunes de Saint-Lecante (A.F.J.S.L). Comme toute l'agglomération, la commune de Saint-Lecante est marquée par la longue histoire ouvrière de Vivesaigues, basée sur une économie fluviale et industrielle. Dès l'Ancien Régime, Vivesaigues est un haut lieu du commerce et de la « manufacture dispersée »^[7]. Ce système de production classique fait progressivement place à un système industriel à partir du XIX^{ème} siècle. Comme dans d'autres centres urbains industriels, ce mode de production engendre rapidement l'apparition de vastes quartiers ouvriers où se concentre la main d'œuvre provenant des campagnes alentour. Ces phénomènes d'urbanisation et de croissance démographique s'accroissent notamment avec l'entrée dans les Trente Glorieuses, et Vivesaigues voit se développer ses banlieues à une vitesse exponentielle. La population de Saint-Lecante, en grande partie ouvrière, est multipliée par trois entre le recensement de 1954 et celui de 1968, atteignant quasiment le nombre d'habitant.e.s que possède aujourd'hui la commune, soit environ 15 000. Serge, vivant à Saint-Lecante depuis les années 1960, et militant associatif de longue date, a vécu une partie de cette croissance :

« Ça fait... plus de soixante ans que je suis à Saint-Lecante. Dans les années 1970, il y avait d'autres immeubles, qui étaient en construction à l'époque, il fallait des appartements à tout prix. Saint-Lecante quand ça a été construit, c'était vu comme du luxe. À la construction. Il y

avait une salle de bains dans les appartements... à la sortie de la guerre c'était un luxe, alors qu'à Vivesaigues il n'y avait pas tout ça. [...] Fallait construire parce qu'il y avait du boulot, il y avait tout à faire, ils arrivaient à construire quatre immeubles en même temps, sur une seule rue, ils amenaient des panneaux numérotés, comme un jeu de construction, ils foutaient les panneaux l'un sur l'autre, hop hop, c'était comme ça que ça se montait... Il fallait loger les gens à tout prix, et au rabais, le moins cher possible. Mais c'était du luxe parce qu'il y avait des commodités qu'il n'y avait pas à l'époque dans la ville [Vivesaigues]. »

Bernard, acteur local à Saint-Lecante depuis les années 1960 et lui aussi très impliqué dans le milieu associatif, cite, lors de notre entretien, un article du *Monde* du début des années 1950 qui présente la commune comme « la cité idéale, avec des cottages, des cinémas, etc. ». Saint-Lecante, à l'époque, telle que décrite par mes interlocuteur.rice.s, semble correspondre à la description que fait H. Lefebvre des « nouveaux ensembles urbains »^[8]. Dans ces espaces se concentre et se recompose une « nouvelle classe ouvrière », qui donne ainsi à voir des agencements sociaux et urbains inédits pour l'époque, et porteurs de problématiques et perspectives diverses. Ces quartiers sont avant tout pensés pour loger des prolétaires, dont les besoins en termes de loisirs et de sociabilité sont mal pris en compte par les décideurs : « Dans cette conception l'habitat, la vie quotidienne (publique et privée) restent les auxiliaires et les annexes de l'organisation technique du travail »^[9]. C'est ce dont se souvient encore Serge :

« Quand tu vois dans [les quartiers industriels de Vivesaigues] le nombre d'emplois qui ont disparu... Des usines qui faisaient les trois huit, tout ce qui a disparu et qu'on reverra jamais [...] Les gens de la papeterie par exemple, ils habitaient tous à Saint-Lecante, ils descendaient à pied, pour aller bosser. Moi je l'ai fait, j'ai travaillé dix ans là-bas. Ils descendaient directement pour travailler puis ils remontaient. Il y avait une vie qui était faite pour eux. Il y avait plusieurs usines. La plupart des habitants travaillaient à Saint-Lecante et habitaient à Saint-Lecante. En fermant les boîtes, ça fait 250 par-ci, 300 par-là, 1000 par-là, et ça a fini par faire 20 000 chômeurs en l'espace de quinze ans. Des emplois qu'on reverra jamais. »

Serge évoque ici la « vie » locale faite pour la classe ouvrière, en même temps que l'entrée dans la période de crise industrielle et pétrolière qui touche les banlieues de Vivesaigues à partir des années 1970, et qui marque le crépuscule de cette « vie », le début d'une forme d'abandon de Saint-Lecante. Nombre de mes interlocuteur.rice.s racontent, non sans amertume et émotion, comment cette ville façonnée pour le prolétariat industriel ne s'est jamais vraiment relevée des crises des années 1970, et comment à partir de cette époque, la situation socioéconomique de Saint-Lecante n'a fait que stagner, voire se dégrader. Pour la période actuelle, certains indicateurs témoignent de problématiques socioéconomiques aiguës :

l'I.N.S.E.E donne à voir des taux de chômage record : 17% en 2008, plus de 20% en 2013. Plus des deux tiers de la population active sont employé.e.s ou ouvrier.ère.s, et gagnent en majorité moins que le salaire médian français. Un tiers de la population tire au moins 50% de ses revenus des aides sociales, une part considérable des habitant.e.s n'est pas imposable. Walter, adjoint municipal à Saint-Lecante en charge notamment des finances et de la politique de la ville, m'explique que du fait des faibles niveaux de vie de la population, les finances de la commune sont dans une situation très critique :

« Saint-Lecante a toujours été une ville pauvre. Au-delà du salaire moyen, le potentiel fiscal de la ville a toujours été en dessous de la moyenne de l'agglomération [...] Le principal souci dans une ville comme Saint-Lecante c'est de trouver du fric partout. C'est ça. Si tu veux, pour être concret, en fonctionnement on a un budget de presque 18 millions... C'est-à-dire qu'on n'a même pas en recettes propres les moyens de payer notre personnel. Si nous étions une entreprise privée, il y a longtemps qu'on n'existerait plus. »

Walter explique que depuis longtemps, les finances municipales dépendent largement des subventions des collectivités territoriales et de l'État, mais que, de toute manière, la situation budgétaire est plus que tendue. Aux yeux des personnes rencontrées, depuis les crises industrielles, le gonflement des problématiques socioéconomiques et les marges de manœuvre réduites des pouvoirs publics ont petit à petit orné Saint-Lecante des stigmates de la banlieue ouvrière déshéritée, au cœur de laquelle sont fichés des « quartiers sensibles », ou « cités », comme disent les interlocuteur.rice.s. Ils et elles évoquent les commerces qui ont disparu, les logements qui restent désespérément vides, les groupes de jeunes qui se rassemblent le long de la galerie commerciale et en bas de certaines « tours ». Saint-Lecante était prévue pour 25 000 habitant.e.s dans les années 1960, elle en compte à peine plus de la moitié. La gestion publique des logements et mouvements de population à l'intérieur de la communauté d'agglomération est également mise en cause par plusieurs personnes rencontrées, comme Serge, habitant et militant à Saint-Lecante depuis plusieurs décennies :

« Serge : Dans les cités comme à Saint-Lecante il y a 65% de chômeurs [...] La plupart des loyers c'est les moins chers des sociétés HLM. Ils essaient de refaire des maisons, des choses comme ça pour attirer un peu de monde, mais ça ne marche pas, à 800 € par mois...

Moi : *C'est la réputation de Saint-Lecante qui joue aussi ?*

Serge : Ça joue, alors qu'elle est pas pire qu'ailleurs. À Vivesaigues aussi il y a des bagnoles cassées régulièrement. Le premier qui a foutu la merde comme ça c'est X. [député-maire de Vivesaigues dans les années 1970-1980]. Quand je suis allé demander un local pour le Resto du Cœur à Vivesaigues, il a répondu « Faites-le à l'extérieur, à Vivesaigues il n'y a pas de pauvres »... ça veut bien dire ce que ça veut dire. Et maintenant c'est devenu un truc touristique... »

Un peu plus tard dans l'entretien, Serge résume : « Saint-Lecante, ils en font une poubelle de Vivesaigues ». Les politiques publiques, par leurs interventions et leurs absences, contribuent à produire cette image dégradée de la commune qui pousse un vieil habitant et militant local à comparer celle-ci à une « poubelle ». En des termes moins forts, le même constat est fait par Ernest, médecin et militant d'extrême gauche à Saint-Lecante depuis presque vingt-cinq ans. À ses yeux, la commune est victime de « ségrégation spatiale » et de « ségrégation sociale » dans la mesure notamment où elle compte 60% de logements sociaux tandis que d'autres communes de l'agglomération ne respectent pas leur obligation de construction de HLM. Les enquêté.e.s estiment qu'en général les habitant.e.s quittent Saint-Lecante dès qu'ils et elles le peuvent, et des populations relativement précaires s'y retrouvent concentrées. C'est ce qu'exprime également Bernard, acteur historique de la prévention spécialisée locale et militant associatif sur le secteur depuis plusieurs décennies :

« Saint-Lecante reste une cité où les gens sont assignés à résidence, quand on regarde la Verdoyante, bon, voilà, quelqu'un de normalement constitué, n'y vient pas, même si elle s'appelle la Verdoyante, les gens sont assignés, et donc la pauvreté s'accroît »

Comme le signale l'ethnologue C. Pétonnet, la « subordination de l'individu à la division du travail » est doublée par « sa subordination au logement imposé »^[10]. À Saint-Lecante, le sentiment d'assignation dans les logements sociaux et habitats collectifs contribue à l'émergence de différentes formes de tensions : entre communautés, entre jeunes et vieux, notamment. Le défaut de « mixité sociale » pointé par Ernest, ainsi que l'émergence de tensions socioculturelles et sociopolitiques latentes, semble particulièrement sensible, pour les interlocuteur.rice.s, dans les deux quartiers ciblés par la politique de la ville : la Roseraie et la Verdoyante. Dans ces « cités » de logement social situées à proximité du centre-ville, sont en effet concentrés des gens qui, pour une part considérable, vu leurs ressources économiques, n'ont pas le choix de leur logement. « Leur sort leur échappe », estime Pétonnet, ajoutant : « Pour tout le monde, la Cité est un espace pénalisé [...] Ne pouvant déceler l'origine de leur mal-être, les gens l'imputent à la cité elle-même »^[11]. Dans les représentations de beaucoup d'habitant.e.s, le sentiment d'abandon par les pouvoirs publics qui laisseraient Saint-Lecante

devenir la « poubelle de Vivesaigues », engendre une carence d'estime collective pour le territoire, des formes de repli et de mises à distance au sein de la population. À la lumière des propos recueillis, il est donc difficile d'établir si les deux « cités » sont les faces émergées de l'immense iceberg de misère décrit par les interlocuteur.trice.s lorsqu'ils et elles parlent de Saint-Lecante, ou si, inversement, les problématiques de ces deux « cités » demeurent exceptionnelles, et font oublier que le reste de la commune ne va peut-être pas si mal. C'est dans ces quartiers qu'intervient l'A.F.J.S.L.

L'Association du Foyer des Jeunes de Saint-Lecante

Comme pour répondre à ce que le sociologue H. Lefebvre appelait un défaut de « jeu » et d'évasion dans la vie ouvrière locale des « nouveaux ensembles urbains »^[12], c'est dans les années 1960 que Saint-Lecante voit s'implanter une association d'animation de quartier à destination des jeunes, qui deviendra l'Association du Foyer des Jeunes de Saint-Lecante (A.F.J.S.L). Suivant une logique historique très courante, l'A.F.J.S.L se constitue d'abord comme une initiative militante, avant de s'institutionnaliser progressivement^[13]. Bernard, qui a participé à la fondation de l'A.F.J.S.L et préside son conseil d'administration depuis plusieurs années, explique que ce sont de jeunes militant.e.s de l'Action catholique ouvrière qui ont créé l'association « parce qu'il y avait des besoins énormes de vie sociale, de loisirs, donc on s'est lancé dans des réponses préventives et d'animation ». Avec la mise en place du Diplôme d'État d'éducateur spécialisé et l'obtention d'un agrément administratif des services départementaux, l'A.F.J.S.L se lance dans une action de prévention spécialisée au début des années 1970. Louis, le premier éducateur de l'association, est embauché. À cette époque, il est chargé de développer l'activité, notamment en direction des « blousons noirs » et des jeunes de Saint-Lecante. Avec eux il réalise des sorties ludiques, met en place un atelier de réparation de mobylettes, et se fait ainsi repérer dans les quartiers comme personne ressource pour la jeunesse. « Il était connu dans la Cité, comme le loup blanc », raconte Serge. Les moyens et les effectifs de l'A.F.J.S.L se développent au fil du temps. Les deux « cités » sur lesquelles l'association est mandatée pour intervenir, la Roseraie et la Verdoyante, se voient chacune dotée d'une équipe de quatre éducateurs de rue, structurée autour de son propre appartement pour accueillir du public au cœur des quartiers. Et pendant longtemps, les éducateurs sont, aux yeux des interlocuteurs, « les seuls » à y intervenir. « On palliait au manque de politiques publiques », explique Bernard. Les deux équipes de l'A.F.J.S.L, ainsi que leurs moyens respectifs, sont radicalement remis en cause dans les années 2010 par les réductions budgétaires.

Ce sont les élu.e.s P.C.F d'une mairie voisine, siégeant au conseil général, qui ont tout d'abord fait fuiter l'information. Pour combler des trous dans son budget, le département devait économiser plusieurs dizaines de millions d'euros, et a décidé, entre autres coupes budgétaires, de diminuer les financements de toutes les structures de prévention spécialisée qui dépendaient de lui. Les services départementaux tenaient un discours de justification fondé sur ce qui apparaît à mes interlocuteur.trice.s comme des « arguments fallacieux » : la prévention spécialisée se serait « décentrée » de ses missions de base. Beaucoup de salarié.e.s vivent péniblement ce « dénigrement », par les financeurs, de leurs pratiques et activités, pour des motifs purement budgétaires. Malgré une mobilisation importante – j'y reviendrai plus bas –, en six mois environ, la décision était entérinée. Vu la situation financière de la commune de Saint-Lecante, aucune compensation n'est envisageable de sa part : l'A.F.J.S.L est contrainte de se séparer de ses deux appartements sur les « cités », et de la moitié de ses salarié.e.s. Avec ce retrait du département, la montée en puissance de la communauté d'agglomération et bientôt de la métropole, l'A.F.J.S.L va de plus en plus avoir affaire à une mairie avec laquelle s'était instaurée une distance mutuelle, comme le relate Walter, élu municipal depuis la fin des années 1970 :

« Jusqu'aux années 85-86... le problème des quartiers se posait pas fondamentalement, donc à ce moment-là il commençait à y avoir de la prévention spécialisée, mais pour les élus, je veux dire, c'était plus de l'animation... prise en charge par une association, mais au même titre que le club de vélo, ou le club de foot, ou... Bon. Ce d'autant que la bande d'élus qui arrivait, jeunes ou moins jeunes, découvrait tout. C'est... on ne naît pas élu. Et on le devient au fur et à mesure de la découverte des problèmes, de la manière dont on a pu les régler ou pas, etc., et la prévention spécialisée faisait partie pour nous de la cinquième, sixième, septième roue du carrosse. »

Il est important d'observer que, d'après mes interlocuteur.rices, les élu.e.s locaux.ales se sont tenu.e.s dès le début à distance de l'A.F.J.S.L. Ce n'est pas seulement qu'ils et elles ne comprenaient pas bien de quoi il s'agissait. Bernard, président de l'A.F.J.S.L, fait remarquer que l'action de prévention spécialisée étant auparavant commanditée et financée par la politique sociale du département, elle a pu être vécue par les municipalités comme une intrusion sur leur territoire, ce qui ne va pas sans générer des tensions :

« C'est source de conflit, de faire de l'action sociale sur un territoire, source de conflit. Depuis... cinquante ans... tous les maires que j'ai pu voir, à un moment donné il y a eu un conflit, il y a eu un truc, mais bon, si les gens sont intelligents, ils arrivent à passer, et puis voilà, comme je dis les maires ils sont passés, on est toujours là [rires] »

Cette évolution de la politique sociale peut donc devenir problématique à l'heure où le département retire ses financements et livre en grande partie les services de prévention spécialisée à des municipalités, des communautés d'agglomération ou des métropoles qui ne s'y sont jamais suffisamment intéressées, ou qui souhaitent mettre ceux-ci au service des politiques sécuritaires locales. Ces risques de réformes de l'activité de prévention spécialisée par les élu.e.s locaux.ales s'ajoutent donc aux réductions budgétaires drastiques imposées par le département. Aux yeux des professionnel.le.s que j'ai rencontré.e.s sur l'agglomération, ces décisions tendent à saboter tout un secteur du travail social, et pas n'importe lequel : à Saint-Lecante, la prévention spécialisée était une des rares structures présentes dans des quartiers populaires aux difficultés prégnantes tant au regard des indicateurs quantitatifs que du point de vue des gens rencontrés. À la base de ce processus de démolition s'enchevêtrent des aberrations dans la gestion des finances publiques ainsi que des choix politiques délibérés transpirant le dogmatisme néolibéral. Professionnel.le.s, acteur.rice.s locaux.ales, et habitant.e.s font face à une entité étatique qui cherche à faire des économies et à défendre ses capitaux financiers quitte à abandonner des territoires entiers et des missions d'intérêt général ; et qui se le permet parce que ces décisions impactent principalement l'existence de groupes prolétaires et lumpenprolétaires^[14]. Nouvelle démonstration éclatante du « terrorisme bourgeois »^[15] qui a largement contribué à faire de Saint-Lecante la « poubelle » qu'elle est aujourd'hui aux yeux de beaucoup. C'est dans un contexte où se referme à peine cette blessure sociale que je suis allé recueillir les discours de différents acteurs sur les conséquences des réductions du budget de la prévention spécialisée à Saint-Lecante.

L'espace symbolique de la prévention spécialisée : le sens du travail et « l'ordre des choses »

À la lumière des propos que j'ai recueillis, il semble que ce soit tout d'abord le sens du travail de prévention spécialisée qui, aux yeux des interlocuteur.trice.s, a été atteint. J'étudierai donc ici l'espace symbolique où se réalise l'essentiel du travail socioéducatif, c'est-à-dire l'espace où entrent en jeu la parole de différent.e.s interlocuteur.rice.s, leurs postures, leurs relations. L'espace que j'appelle symbolique est celui où les professionnel.le.s, les publics et leur environnement se partagent des signifiants, verbaux et non-verbaux, les manipulent et les reconfigurent au fil des rapports qu'ils et elles ont entre eux.elles^[16]. Les éducateur.trice.s de rue ont avant tout une « efficacité symbolique »^[17], ce qui signifie qu'ils et elles fondent le sens de leur travail dans le fait d'aider les publics à trouver eux-mêmes du sens aux faits ou événements qui les entourent, et, si possible, à ce que celui-ci soit partagé avec

l'environnement social. Le cataclysme qui s'est abattu sur l'A.F.J.S.L à l'occasion des coupes budgétaires a rappelé à tous cette vérité simple et dure : que le travail éducatif et relationnel mené dans un espace symbolique reste toujours conditionné par les moyens matériels et humains permettant aux professionnel.les.s d'accéder à cet espace et d'y évoluer.

L'espace symbolique et ses conditions matérielles

Une première conséquence directe des coupes budgétaires est la perte des appartements de l'association sur les deux territoires d'intervention, et le licenciement économique de la moitié des effectifs. Océane, éducatrice dans l'association depuis la fin des années 1980 et devenue chef de service dans les années 2000, évoque ces pertes :

« Il a fallu rendre les appartements, on s'est recentré sur le local d'accueil collectif, qui est plutôt sur une cité que sur l'autre, en tout cas dans la tête des habitants c'est comme ça. Il a fallu surtout licencier, pratiquement la moitié des effectifs ; ça, ça a été un moment très dur, parce qu'au début on y croyait pas, on pensait que ça allait pouvoir se passer autrement, et il a fallu s'y résoudre, il a fallu... pour la direction, en tout cas, voir qui on gardait et qui on licencierait, c'était particulièrement complexe...».

La diminution des moyens, et surtout la perte des appartements, révèle tout d'abord à l'observateur les tensions entre les deux cités où intervient l'A.F.J.S.L, comme l'évoque également Serge :

« C'est quand même incroyable, parce qu'il y a des trucs de banlieue qui sont quand même pires que ça, mais y'a quand même un malaise, il y a quand même un petit quelque chose qui va pas. Y'a les deux cités, y'a deux camps. Y'a une opposition. »

Le dernier local pouvant accueillir du public est géographiquement plus proche de la Verdoyante. Pour les habitants de la Roseraie, l'absence de local d'accueil sur leur quartier signifie quelque chose : ils estiment que l'autre local leur est moins destiné et, peu prompts à s'y rendre, voient une distance se creuser avec l'association, distance matérielle autant que symbolique. Cette partie au moins de la population est donc mise en difficulté matérielle et

symbolique dans ses contacts avec l'équipe éducative, la relation devient plus distante. À cela s'ajoutent les licenciements et le départ en retraite de Louis, qui entraînent la disparition d'un ensemble de ressources matérielles et relationnelles qui étaient mobilisées dans le travail effectif. Une partie du public est dès lors « perdue » par les professionnel.le.s, comme le relate encore Océane :

« On a loupé une génération à ce moment-là. Enfin, les 11-14 ans, en gros, on n'a pas réussi à les accrocher parce qu'il n'y avait plus de repère, d'appartement... Des collègues qui bossaient là ont été licenciés, il y en avait un assez connu mais il est parti en retraite l'année d'après, donc si tu veux il y a eu une perte de repère à ce moment-là, qui fait qu'il y a... les 11-14 ans on les a perdus... et ça a été super compliqué, et ça l'est encore, pour arriver à les raccrocher, parce que le travail de rue c'est bien mais voilà... on est beaucoup dans la rue et même avant de perdre les appartements on l'était beaucoup aussi, mais... Je pense que c'est important pour les jeunes de pouvoir venir vers nous aussi. L'aller-vers c'est important, mais de pouvoir se poser dans un endroit avec nous, avec un éducateur, soit en groupe soit en solo ou quoi, c'est important. »

Aux yeux d'Océane, comme pour la plupart de mes interlocuteur.rices, les discours technocratiques cherchant à justifier les coupes budgétaires étaient erronés lorsqu'ils estimaient que les éducateurs devaient être davantage – voire uniquement – dans la rue. Sans volonté réelle de comprendre le travail de prévention spécialisée, les pouvoirs publics ont ôté aux équipes de l'A.F.J.S.L des supports fondamentaux dans leur travail : Océane insiste sur le fait que les appartements, tout comme les professionnel.le.s implanté.e.s de longue date, signifiaient une présence et une possibilité de liens socioéducatifs. Ils et elles incarnaient des « repères » pour la population, tant sur le plan géographique et matériel que sur le plan symbolique. Ces deux dimensions paraissent intimement liées : être matériellement présent.e et « repéré.e », comme disent les professionnel.le.s de la prévention spécialisée, est une condition centrale de l'« efficacité symbolique ». Autrement dit, l'espace matériel contribue largement à la construction de l'espace symbolique.

Par ailleurs, la présence de l'équipe dans l'espace matériel a diminué d'autant plus que les effectifs d'éducateur.rices de l'A.F.J.S.L ont été quasiment divisés par deux. La pratique quotidienne en a été bouleversée : « on a la tête dans le guidon », déplore Océane. La professionnelle évoque cette fois-ci un espace temporel qui, lui aussi, influence la forme prise par l'espace symbolique partagé avec la population : « forcément, être moitié moins nombreux... on fait pas moitié moins de choses mais ça devient compliqué, on gère le quotidien et pour se projeter c'est compliqué ». La charge de travail augmente pour ceux. celles qui n'ont

pas été licencié.e.s, les pratiques de chacun.e sont revues, l'espace temporel rétrécit, les projections dans l'avenir sont plus incertaines. Perdant leur maîtrise de l'espace matériel et de l'espace temporel, les professionnel.le.s voient se compliquer leur accès à l'espace symbolique et leur évolution dans celui-ci : c'est le sens du travail qui doit être reconfiguré, au fur et à mesure que s'étiolent les liens avec telle classe d'âge, tel quartier, telle partie de la population, et à mesure que doit être abandonné le principe d'intervenir sur un espace matériel élargi, dans une temporalité longue et maîtrisée. Ce retrait forcé de l'espace symbolique par les professionnel.le.s braque les projecteurs sur leur vulnérabilité matérielle et se traduit par une perte de confiance d'une partie de la population en l'efficacité et en la légitimité des professionnel.le.s, comme le relate encore Océane :

« La question de la confiance, aussi, on s'en aperçoit beaucoup, les collègues qui restent on est là depuis une vingtaine d'années tous, et ces derniers temps, c'est la première fois que les jeunes, quand on demande un prénom, un nom, des fois ça nous arrive, c'est interne, c'est difficile... « Mais pourquoi vous voulez nos noms ? » C'est vraiment la première fois que ça nous arrive, parce qu'il y a eu cette perte à un moment, sur deux, trois ans on n'a pas réussi à reconstruire quelque chose tout de suite »

La relation de confiance entre professionnel.le.s et population est fondamentale[18] : l'activité de travail social et éducatif apparaît comme un colosse aux pieds d'argile. Face aux attaques qui ont pesé sur lui, les acteurs locaux n'ont pas été passifs. L'apparition, parmi ces derniers, d'une « résistance » à cette forme d'oppression émanant des instances de pouvoir a pu avoir l'effet d'un « catalyseur chimique »[19], ou d'une meilleure compréhension du fonctionnement des instances de pouvoir. De la mobilisation pour défendre l'A.F.J.S.L jusqu'aux constats récents, cette prise de conscience, sous différents aspects, est une autre conséquence des réductions budgétaires.

L'organisation collective face au séisme symbolique

À l'annonce des coupes budgétaires, entrevoyant le séisme dans l'espace symbolique qu'allaient engendrer les diminutions des moyens matériels, le conseil d'administration de l'A.F.J.S.L a d'abord envisagé de cesser l'activité de prévention spécialisée à Saint-Lecante. Les membres du conseil d'administration ne vont pas jusqu'au bout de la démarche, du fait d'un important soutien de la population, raconte Bernard :

« Le conseil d'administration que je préside, était pas prêt aux compromis, mais était prêt à arrêter l'action de prévention spécialisée sur le territoire, parce que oui, voilà, à un moment faut que ça ait du sens, et ce qui nous a amenés à ne pas aller jusqu'à ce bout-là, c'est le soutien de la population »

Réduire à ce point la présence matérielle des professionnel.le.s, et donc leur « efficacité symbolique », constituait bien une perte de sens du travail. Aux dires des interlocuteur.rices, c'est justement cette implantation ancienne et locale de l'association qui semble avoir garanti aux professionnel.le.s un tel soutien populaire. Ce « retour d'ascenseur », surprenant pour eux.elles, est une autre conséquence du séisme symbolique qui change les rapports entre eux.elles et la population, comme l'exprime Roland, le directeur de l'association :

« Il y a eu un énorme soutien de la population, celle avec laquelle les éducateurs étaient en contact, et puis de la population au sens plus large, parce que l'A.F.J.S.L est connue, installée, et reconnue sur Saint-Lecante, c'est une association qui a quand même plus de 50 ans, et ça, ça a été très, très fort [...] Pendant une manifestation devant le conseil général, où on était en nombre, on a une maman qu'on côtoyait depuis longtemps, qui nous avait ramené des chouquettes, et à laquelle on dit « – Nan mais attends tu vas pas nous payer des chouquettes, t'as pas un rond. – D'habitude c'est vous qui vous occupez de nous, là c'est bien que ça soit notre tour de nous occuper de vous », on recevait un retour d'ascenseur, qui était difficile à gérer pour des travailleurs sociaux, on n'a pas l'habitude d'être dans cette position-là, c'est pas la position habituelle »

L'attaque subie par les travailleur.se.s sociaux.ales et la résistance prenant appui avant tout sur la population tendent à inverser les positions habituelles. L'espace symbolique prend une tout autre allure ; c'est-à-dire que le sens des choses évolue, comme l'observe encore Roland :

« La mobilisation, elle a surtout servi de... de prise de conscience. Les professionnels se sont rendu compte tout d'un coup du résultat de leur travail et du fait que les habitants avaient des capacités, puisque là ils étaient en train de montrer que nous, professionnels, qui étions au 3^{ème} sous-sol, ils pouvaient venir nous rechercher pour nous remonter un petit peu à l'étage supérieur. Ce qui était pas dans... l'ordre des choses... [...] Il y avait ces habitants qui étaient là et qui venaient soutenir, même si la situation était écœurante, incompréhensible, inadmissible, c'est venu aider, quoi. Et ça a vraiment été plutôt un déclencheur qu'autre chose, et une prise de conscience des professionnels »

Cette mobilisation de la population pour défendre l'association bouleverse « l'ordre des choses », aux yeux des professionnel.le.s, elle change la configuration de l'espace symbolique, les postures, les échanges, les rapports des un.e.s aux autres et ce que cela implique : il y a une « prise de conscience ». Ce d'autant que l'ardeur de la mobilisation des habitant.e.s est en partie un reflet de ce que l'association a pu produire chez eux.elles, des liens qu'elle a construits au fil du temps. La mobilisation des habitant.e.s apparaît aux interlocuteur.trice.s comme un « résultat » de l'activité des éducateur.trice.s et de la présence matérielle sur ces quartiers. De cette façon également, le sens du travail de prévention spécialisée est questionné.

Cependant, habitant.e.s et professionnel.les finissent par être renvoyé.e.s dos à dos dans d'identiques positions d'impuissance et de dénuement face à la violence de la « dictature bourgeoise » [20]. Cet épisode a pu avoir pour effet de donner à voir et à palper à ces groupes prolétaires et lumpenprolétaires un nouvel exemple de l'oppression et de l'injustice qui émanent de notre système politique et économique, comme l'évoque Océane, chef de service dans l'association depuis une dizaine d'années :

« Les habitants disaient, en gros, qu'on était... je ne sais plus, il y a eu des expressions comme « ils sont la prunelle de nos yeux », des choses assez fortes, pourtant de gens qu'on n'aurait pas forcément pensé, et... c'est parfois des personnes, des jeunes, des moins jeunes, c'est pas forcément ceux desquels on était les plus proches qui ont été le plus incisifs dans leurs manifestations, voilà, et c'était « on va perdre notre 2^{ème} foyer... », l'idée d'une perte, d'un manque... d'un manque de soutien, d'un manque de lien sur le quartier aussi, voilà en gros... que l'État les abandonnait, que les politiques les abandonnaient encore et encore, c'était un peu ça le discours général [...] Il y a eu... de la colère, de la part des habitants, pas forcément dirigée contre nous, mais ils ne savaient pas contre qui la diriger... Donc oui c'était essentiellement dirigé contre les politiques, mais en même temps, voilà, quand un jeune voyait l'éducateur qui l'avait soutenu partir, en même temps c'est quand même le directeur qui a pris la décision de... il y a eu de la colère à ce moment-là »

On peut tirer deux constats de ces échanges. D'un côté, l'espoir suscité par la résistance à une même oppression étatique a donné à voir à la plupart des acteurs le fait que malgré la barrière entre professionnel.le.s et habitant.e.s, une certaine cohésion courait nécessairement entre eux.elles du fait de leur appartenance aux groupes prolétaires et lumpenprolétaires, c'est-à-dire à des groupes sociaux exploités et méprisés par des instances de décisions lointaines faisant peu de cas des services publics et des liens sociaux. Mais d'un autre côté, c'est justement ce mépris et ce recul des dispositifs de solidarité au nom d'un intégrisme comptable qui est apparu

à tou.te.s avec les coupes budgétaires de la prévention spécialisée. Les moyens matériels attribués aux dispositifs et intervenant.e.s sociaux.ales matérialisent la politique sociale de l'État. Face au recul de ces moyens, et donc de cette politique, les habitant.e.s et les professionnel.le.s ont exprimé, et expriment encore, de la colère, de l'incompréhension, un sentiment d'abandon. Chacun.e a dû faire le deuil de cette présence qui représentait l'État, qui signifiait son « soutien » et impliquait des « liens sur le quartier » comme dit Océane. Au recul de la présence de professionnel.le.s mandaté.e.s par la politique sociale dans l'espace matériel répond donc le recul de la présence de cette politique publique dans l'espace symbolique. Les discours nous emmènent alors vers un autre espace secoué par ces processus : l'espace politique, où se reconfigure la vie collective locale sous le coup de ce nouvel abandon, de ce nouveau retrait de l'État.

Conclusion : le travail social comme marge politique

Cette recherche se proposait d'analyser les conséquences des coupes budgétaires de la prévention spécialisée sur un territoire, du point de vue d'acteur.rice.s locaux.ales et d'habitant.e.s. On a vu que le sens du travail de prévention spécialisée, la qualité et la densité des liens socioéducatifs, étaient largement influencés par les conditions de sa présence sur le territoire. La prévention spécialisée intervient sur des espaces matériels et symboliques dans lesquels elle doit pouvoir se situer, être repérée. Pour arpenter les espaces matériels, nouer des relations avec les habitant.e.s et cheminer ensuite avec eux.elles dans des espaces symboliques, les postures et discours sont finalement aussi importants que les effectifs humains, les locaux, les véhicules, les activités éducatives. Tous ces éléments sont des supports indispensables qui donnent forme à l'action de prévention spécialisée. Cette dernière est donc très dépendante des instances de décision, qui, indirectement ou pas, par des choix politiques ou comptables, peuvent en modeler la forme, en changer le sens et les implications. Les établissements et dispositifs de travail social matérialisent la politique sociale de l'État, ils la rendent présente sur un territoire. Et, dialectiquement, les moyens attribués par cette politique sociale contribuent largement à l'« efficacité symbolique » du travail social. Il peut sembler dès lors paradoxal qu'un État si avare en termes de moyens matériels reproche à des professionnel.le.s le peu de résultats visibles qu'ils et elles produisent : les travailleur.ses sociaux.ales réclament davantage de moyens pour bien travailler, on leur reproche de ne pas assez bien travailler et on leur ôte des moyens. Qui sait ce qui, à la longue, jaillira des groupes prolétaires et lumpenprolétaires contraints d'apprendre à se débrouiller seuls ou presque ?

Par Jonathan Louli*

*Sociologue, anthropologue, formateur de travailleurs sociaux, exerçant comme travailleur social en Île-de-France.

jonathanlouli@hotmail.com

Site : <https://pagesrougesetnoires.wordpress.com/>

[1] Je tiens spécifiquement à remercier Frank ainsi que toutes les personnes qui ont accepté d'être interviewées dans le cadre de cette recherche, ou qui m'ont apporté une aide dans la relecture.

[2] P. Andrieu (dir.), *La prévention spécialisée : enjeux actuels et stratégies d'action. Rapport du groupe de travail interinstitutionnel*, Délégation interministérielle à la famille, 2004, p. 15.

[3] K. Bouziane-Laroussi, D. Jacquat (dir.), *Rapport d'information sur l'avenir de la prévention spécialisée*, Commission des Affaires Sociales, 2017.

[4] L. Delhon, « La prévention spécialisée en crise identitaire », *Travail Social Actualités* n°83, 2017, p. 15-19.

[5] Sauf mention contraire, les expressions entre guillemets sont extraites des entretiens que j'ai réalisés.

[6] Tous les noms de lieux, de structures et de personnes ont été changés.

[7] G. Lefranc, *Histoire du travail et des travailleurs*, Flammarion, 1975, p. 174.

[8] H. Lefebvre, « Les nouveaux ensembles urbains (un cas concret : Lacq-Mourenx et les problèmes urbains de la nouvelle classe ouvrière) » in *Revue Française de Sociologie*, Vol. 1 (2), 1960, p. 186 – 201.

[9] *ibid.*, p. 190

[10] C. Pétonnet, *On est tous dans le brouillard*, Galilée, 1979, p. 61.

[11] *ibid.*, p. 62-63.

[12] H. Lefebvre, *op. cit.*

[13] M. Autès, *Les paradoxes du travail social*, Dunod, 1999, p. 59.

[14] La formule « lumpenprolétaires » me semble préférable à celle de « sous-prolétaires ». Je l’emploie pour évoquer des groupes sociaux situés à la marge du système économique, et notamment du monde du travail. Ils sont les principaux destinataires du travail social au sens large.

[15] K. Marx, *Les luttes de classes en France*, Gallimard, Folio Histoire, 1994 (1850), p. 41.

[16] J. Louli, 2014. « Sur quelques acceptions de la mise en ordre de soi-même », dans *Implications philosophiques*, en ligne : <http://www.implications-philosophiques.org/actualite/une/sur-quelques-acceptions-de-la-mise-en-ordre-de-soi-meme/>, 2014.

[17] C. Thouvenot, « L’éducateur et son efficacité », *Agora Débats Jeunesses*, n°4, 1996, p. 33-42.

[18] J. Louli, « Les équilibristes. Comment les travailleurs sociaux gèrent la confiance du public. » in S. Agulhon, F. Guarnieri, S. Perseil, Y. Pesqueux (dir.), *La confiance en questions*, L'Harmattan, 2016.

[19] M. Foucault, 1984. « Deux essais sur le sujet et le pouvoir », in H. L. Dreyfus, P. Rabinow, *Michel Foucault. Un parcours philosophique*, Gallimard, 1984, p. 297-321.

[20] K. Marx, op. cit., p. 41.